

Vous avez dit « OGM » ?

(Texte paru dans [Echange n° 7 en 2001 p.10](#))

Il y a quelques années, j'ai eu la possibilité de faire un « stage pratique de Jardin Espaces verts » à l'INRA de Rennes, dans le cadre des « Raymond Barre de 1978 », si j'ai bonne mémoire. Durant ce stage professionnel, j'ai été affecté à l'étude du colza « sans acide érucique », cet ennuyeux acide qui, lors d'une cuisson un peu poussée, rend l'huile de cet oléagineux cancérigène impropre à la consommation humaine.

Je faisais donc mon boulot, celui qui tourne autour du comptage des insectes qui butinent les fleurs, le poids des graines, et que sais-je encore?

Mais un jour de ces jours-là, j'ai posé la question :

– Est-on vraiment certain de trouver ce colza sans acide érucique ?

Le gars employé technique avec qui je travaillais à cet ouvrage me répond :

– Mais on l'a déjà trouvé, le colza sans acide érucique !

Moi : – Ha bon ? Mais pourquoi alors continue-t-on de le chercher?

Lui : – Parce qu'un semencier en a acheté le brevet, et qu'ils nous payent pour trouver maintenant les hybrides pouvant former une « graine F1 » qu'ils seront les seuls à vendre.

En bref, nous travaillions pour des types qui interdisaient, à cause de son achat à l'INRA, l'utilisation immédiatement disponible du brevet de la graine simple de colza sans acide érucique et son utilisation par les agriculteurs, avec l'ordre, payé bien sûr, de trouver deux plants de colza produisant une graine détenant les mêmes qualités, mais dont ils seraient les seuls détenteurs propriétaires du « brevet » sur le marché de la semence.

Trois baise-gueules : l'INRA est un centre de recherche de l'État, c'est-à-dire fonctionnant à partir de l'argent public, donc pour un résultat public et

- a) nous voyons ce résultat accaparé par une entreprise privée qui s'approprie, par l'achat d'un brevet, de bien public, le fruit de la recherche publique,
- b) cette privation de publicité spolie du fruit de ses recherches ce public qui fait fonctionner ce Centre et :
- c) on voit cette industrie aboutir à imposer en retour au public son propre produit double emploi, inventé de toute pièce sur le marché par le système des brevets.

Après avoir appris cela, j'ai cessé de travailler avec autant d'entrain à la recherche de ce fumeux hybride F1 en m'intéressant à d'autres aspects de l'agriculture. Et le directeur de ce centre de me traiter alors de fumiste. Il s'est trompé de sujet en me traitant, moi, de fumiste !

Dans l'histoire des OGM, l'État pleure d'être à la traîne, alors qu'il a toujours été en aval du besoin des entreprises et de ces personnes férues de l'Art de faire de la plus-value. Pour faire de la plus-value, il faut faire travailler.

Le riz OGM de Camargue, saccagé par des personnes sensées, était cultivé par l'État, tout comme c'est l'État qui a financé les recherches sur le nucléaire dans les années 40- 50, tout comme il finance quelques trucs dont on n'entend rien encore. Plus les déchets de toutes sortes, les organismes déjà génétiquement modifiés par une industrie d'excédents dont on ne sait plus quoi faire, sont devant nos yeux et nous envahissent (la Criei-Rad a porté plainte contre la COGEMA pour sa vente d'une « poudre colorante jaune pour teinter des bijoux, des émaux ou de la faïence » contenant 10% d'uranium appauvri. (Le Parisien 27/10/99), moins la perception de l'évidence peut se faire efficacement car elle est y diluée... bien qu'elle soit effectivement toujours présente, ici et maintenant !

Ce n'est pas la bêtise qui est gênante : elle fait partie de notre monde, au même titre que l'intelligence ou autre chose. Ce qui est gênant c'est la pratique qu'on en impose, c'est qu'on oblige à la considérer comme ultra-intelligente et que pour les questions « quel travail, pour qui et pour répondre à quel usage? » il faille se livrer à une acrobatie hyper-insoluble !

Christian Angelliaume, le 22 novembre 1999